EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 30 mars 2017

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 183 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Loïc BARAT - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Jean-Christophe GROSSI - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LAN - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Jean-Pierre MAGGI - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Roger MEI - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL - Michel MILLE - Danielle MILON - Pierre MINGAUD - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Sandra SALOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Emmanuelle SINOPOLI - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - David YTIER - Kheira ZENAFI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Christophe AMALRIC représenté par Jean-Pierre SERRUS - Mireille BALLETTI représentée par Michèle EMERY - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Odile BONTHOUX représentée par Alexandre GALLESE - Patrick BORÉ représenté par Roland GIBERTI - Eric CASADO représenté par François BERNARDINI - Auguste COLOMB représenté par André BERTERO - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Maxime TOMMASINI - Jean-Claude DELAGE représenté par Pierre DJIANE - Sylvaine DI CARO représentée par Jules SUSINI - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Claude FILIPPI représenté par Michel BOULAN - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Yves WIGT - Samia GHALI représentée par Josette FURACE - Nicole JOULIA représentée par Gilbert FERRARI - Robert LAGIER représenté par Georges CRISTIANI - Albert LAPEYRE représenté par Bernard DESTROST - Stéphane LE RUDULIER représenté par Philippe GRANGE - Marie-Louise LOTA représentée par Dominique FLEURY VLASTO - Laurence LUCCIONI représentée par Isabelle SAVON - Irène MALAUZAT représentée par Philippe DE SAINTDO - Rémi MARCENGO représenté par Patrick GHIGONETTO - Marcel MAUNIER représenté par Yves BEAUVAL - Georges MAURY représenté par Jeanne MARTI - Pascale MORBELLI représentée par Loïc GACHON - Jérôme ORGEAS représenté par Philippe CHARRIN - Patrick PADOVANI représenté par Josette VENTRE - Stéphane PAOLI représenté par Maurice CHAZEAU - Roger PELLENC représenté par Jean-Claude FERAUD - Serge PEROTTINO représenté par Gérard GAZAY - Claude PICCIRILLO représenté par Joël MANCEL - Stéphane PICHON représenté par Gérard CHENOZ - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE représentée par Francis TAULAN - Patrick VILORIA représenté par Eric LE DISSÈS - Didier ZANINI représenté par Daniel HERMANN.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Nadia BOULAINSEUR - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Robert DAGORNE - Michel DARY - Jean-Marie LEONARDIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Patrick Mennucci - Marie MUSTACHIA - Chrystiane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Patrick PIN - Henri PONS - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

Signé le 30 Mars 2017

Reçu au Contrôle de légalité le 07 avril 2017

Monsieur le Président a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

ECO 005-1779/17/CM

■ Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 - Approbation du bilan de la concertation

MET 17/2943/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet d'extension de la zone d'activités économiques de La Roque d'Anthéron, portant sur une surface de 13 ha, a été déclaré d'intérêt communautaire le 15 janvier 2014 en Conseil de Communauté du Pays d'Aix, et la procédure de Zone d'Aménagement Concerté a été engagée par délibération du 23 avril 2015. Dans ce cadre, une concertation publique a été menée auprès de la population, en vue de la création de la Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2, conformément au nouvel article L.103-2 du Code de l'Urbanisme (ancien article L.300-2 du Code de l'Urbanisme).

I – RAPPELS DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DES MODALITES DE LA CONCERTATION

La délibération n°2015-B091 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 a défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation :

Ce projet intègre les objectifs suivants :

- Répondre aux orientations du SCOT sur le développement de l'offre foncière en Pays d'Aix ;
- Produire du foncier d'activités pour des entreprises industrielles génératrices d'emplois peu qualifiés et apporter une réponse locale aux demandeurs d'emplois ;
- Proposer des solutions d'implantation dans le Val de Durance pour les entreprises liées au développement d'ITER. La maîtrise publique foncière garantit en effet une réalisation de l'opération à court terme, et donc une réponse adaptée à cette demande spécifique ;
- Participer à une démarche d'aménagement globale du secteur. En effet, l'opération de ZAC, associée au projet de réhabilitation de la zone existante, permettra de créer un ensemble économique cohérent et plus intégré au site et au paysage. Cette réflexion commune permettra également d'améliorer le fonctionnement et l'accessibilité du site.

Les modalités de concertation du public ont été définies dans cette même délibération, de la manière suivante :

- Mise en place d'une exposition permanente à la Mairie de la Roque d'Anthéron et dans les locaux du Territoire du Pays d'Aix à Aix-en-Provence. Ces deux expositions sont accompagnées d'un document de présentation du projet ainsi que d'un registre permettant à la population de consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation ;
- Publications d'articles dans les magazines de la commune pour informer la population de l'état d'avancement du projet ainsi que des différentes manifestations liées au projet ;
- Publications d'articles et d'informations sur le site internet de la commune et du Territoire du Pays d'Aix ;
- Présentation à la population des objectifs et du contenu du projet à l'occasion d'une réunion publique et d'une réunion d'information ciblée.

II – LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONCERTATION

Exposition permanente en mairie accompagnée d'un registre

Signé le 30 Mars 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 07 avril 2017

Une exposition a été organisée et présentée à partir du mois de mai en mairie ainsi que dans les locaux de la Direction des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix à Aix-en-Provence.

A cet effet, des panneaux au format A0 ont permis d'exposer une synthèse des éléments de diagnostic et de contexte du projet (carte, schéma, données chiffrées...), ainsi que le périmètre opérationnel pressenti. Un dossier de présentation du projet détaillant le projet d'aménagement était également mis à disposition du public.

Les dates, lieux et heures de réception du public ont été précisés sur le site internet de la commune et du Territoire du Pays d'Aix, et diffusés dans les pages de La Provence le 3 mai 2016. Cet avis annonçait également la tenue de la réunion publique le 9 mai 2016.

Un registre de concertation était disponible sur chacun des deux sites d'exposition afin de collecter les remarques. Une seule observation, émanant d'un riverain du projet, a été versée au registre déposé en Mairie de la Roque d'Anthéron.

Réunions publiques

Deux réunions ont été organisées. La première à l'attention du grand public s'est déroulée le 9 mai 2016 dans la salle des fêtes de la Roque d'Anthéron. Annoncée par affichage, voie de presse et sites internet, elle avait pour objet de présenter les objectifs du projet, l'avancement des études, le contenu du programme et permettre un échange avec le public. Cette réunion s'est tenue de 18h00 à 20h00 et a réuni une vingtaine de personnes.

Un débat a suivi avec les participants, les questions et réponses apportées lors de cette réunion figurent en partie III – Bilan de la concertation.

La seconde réunion a ciblé un public économique puisqu'elle s'adressait aux entreprises implantées sur la zone d'activités existante. Les représentants de ces sociétés ont été invités directement par courrier à une rencontre le 5 décembre à 19h00 à 21h00. L'objectif était de présenter le projet d'aménagement de l'extension, et son impact positif sur la zone existante. La volonté est en effet de créer un espace économique globalisé avec une image et une valorisation commune.

S'en est suivi un débat avec les participants dont les questions et réponses figurent également en partie III – Bilan de la concertation.

Publication d'articles et diffusion de documents sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix et dans le bulletin municipal de la commune.

Des informations ont été diffusées sur le projet avec notamment la présentation du schéma d'aménagement.

III – BILAN DE LA CONCERTATION

A) Synthèse de l'analyse des remarques des registres de concertation :

Une remarque a été consignée sur le registre de concertation disponible en Mairie de la Roque d'Anthéron. Elle concerne l'impact de l'aménagement sur l'habitation riveraine, notamment en terme de nuisances visuelle et sonore.

Les principes d'aménagement retenus pour cette opération prenaient déjà en compte la mise en place d'une protection des propriétés limitrophes, avec notamment la réalisation d'un merlon paysager créant un écran visuel et sonore.

Des courriers ont ensuite été échangés sur ces aspects, et une rencontre a été organisée avec le propriétaire. Le projet a ainsi pu être amélioré avec :

Signé le 30 Mars 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 07 avril 2017

- l'agrandissement du merlon sur un linéaire plus important garantissant une protection optimisée de l'habitation et de ses extérieurs ;
- la réalisation de ce merlon dès le démarrage du chantier afin de protéger les riverains des nuisances dues aux travaux ;
- le maintien d'une partie de la végétation existante sur la ripisylve et l'aménagement paysager du merlon contribuant à la protection visuelle ;
- la limitation de l'usage du chemin le long du canal de Craponne à l'entretien des réseaux et des rives.

B) Synthèse de l'analyse des remarques/questions émises lors des deux réunions publiques :

Différents thèmes ont été abordés durant les échanges avec la population.

1) L'entretien et le nettoyage de la zone.

Les premières questions ont porté sur l'entretien et le nettoyage de la zone.

S'agissant d'une opération métropolitaine, la gestion de la zone d'activités, ainsi que son entretien, sera assurée par les services de la Métropole.

2) Les réseaux

Des questions ont notamment été posées sur l'enterrement des lignes EDF et le raccordement au réseau très haut débit.

Le projet d'aménagement prévoit l'enterrement de tous les réseaux sur le périmètre de la ZAC, y compris le réseau électrique. La mise en place de fourreaux permettant de desservir l'ensemble des lots dans la ZAC, en réseau très haut débit, est également programmée. Le raccordement général de l'opération au réseau THD prévue dans le cadre de la DSP portée par la Métropole, est actuellement à l'étude.

Il a été convenu à l'occasion de la seconde réunion, qu'une demande commune des entreprises de la zone existante serait faite auprès des opérateurs télécom afin de confirmer la nécessité de raccorder l'ensemble de cet espace économique.

3) La taille et le prix des lots

Il est indiqué que la zone va permettre de proposer différentes tailles de lots allant de 1 500 m² à 2 500 m² pour répondre aux demandes des PME. Il reste possible de regrouper des lots afin d'accueillir des entreprises industrielles à la recherche de plus grandes emprises foncières.

Les prix de cession des lots seront compris dans une fourchette de 55 à 65 €/HT/m² de terrain.

4) Le traitement du pluvial

A l'occasion de la seconde réunion, des questions ont été posées sur la gestion hydraulique du projet, notamment sur la rétention publique ou privée et sur le point de rejet des bassins de rétention. Il a été précisé que les deux bassins de rétention publics prévus sur la ZAC assureraient la gestion du pluvial pour les espaces publics (voiries) et pour l'imperméabilisation des lots 1 à 25. Le lot 26 correspondant à la parcelle propriété de SOGEA, il leur appartiendra d'assurer leur propre rétention.

Une question sur le point de rejet des bassins de rétention a également été posée. L'avancement des études réalisées dans le cadre du dossier Loi sur l'eau a permis d'indiquer que le rejet se ferait dans l'emprise foncière du Canal de Craponne, et non pas dans le canal d'irrigation en lui-même et qui est semi-busé.

5) Occupation du sol

Il a été demandé, dans le cadre de la seconde réunion, si les logements de gardiens seraient autorisés. Conformément au PLU, mais aussi afin de maîtriser au mieux la vocation de la zone, les logements de gardien sont interdits.

6) Accès routier et signalétique

Lors des débats de la seconde réunion il est demandé qu'une voie de décélération soit prise en compte dans le cadre de la réalisation de l'accès par la RD561. Cette remarque sera prise en compte dans l'élaboration du dossier de réalisation et de la maîtrise d'oeuvre.

De nombreuses remarques ont émergés sur la signalétique routière pour bien identifier notamment les accès aux deux zones. Une signalétique directionnelle depuis le village sera proposée par la commune.

C) Bilan

La concertation a permis d'enrichir le projet, mais surtout d'apporter des éléments de réponse aux questions posés par la population.

Les principales remarques et attentes ont porté sur les thématiques suivantes :

- les éléments de protection paysager sur le nord de la zone le long du Canal de Craponne,
- les réseaux,
- l'entretien de la zone,
- le pluvial,
- l'occupation du sol,
- l'accès routier.

Le projet d'aménagement ne suscite pas particulièrement d'opposition. Il reçoit plutôt un accueil favorable de la population qui retient les opportunités de développement pour la commune et la création d'emplois.

Seules quelques réticences ont été soulevées concernant les nuisances potentielles sur l'habitation et les exploitations agricoles situés sur l'autre rive du Canal de Craponne. Le projet a été amendé, avec notamment un agrandissement du merlon au nord de la zone, afin de renforcer la protection visuelle et sonore.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L103-2 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°2015_B191 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 décidant le lancement de la ZAC, définissant les modalités de la concertation et les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017.

Signé le 30 Mars 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 07 avril 2017

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que conformément à l'article L103-2 du Code de l'urbanisme et à la délibération du 23 avril 2015, la collectivité a organisé la concertation pendant toute la durée d'élaboration du projet de ZAC.
- Que les moyens de concertation mis en œuvre ont permis d'informer et d'associer les habitants et les acteurs du territoire.
- Que des réponses précises et concrètes ont été apportées suite aux remarques émises et qu'une attention particulière sera portée dans la poursuite des études opérationnelles.
- Qu'il convient alors de dresser un bilan favorable de la concertation, préalable à la présentation du dossier de création de la ZAC au Conseil de Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est arrêté et approuvé le bilan de la concertation réalisée dans le cadre de la Roque d'Anthéron 2 tel qu'exposé ci-avant.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à poursuivre la procédure de création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Développement des entreprises,
Zones d'activités, Commerce et Artisanat

Gérard GAZAY